Martine LAPIED, *L'Engagement politique des femmes dans le sud-est de la France de l'Ancien Régime à la Révolution. Pratiques et représentations*

Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2019, 168 p.

Maria Goupil-Travert

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/20185>

DOI : 10.4000/clio.20185

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2021

Pagination : 284-287

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Maria Goupil-Travert, « Martine LAPIED, *L'Engagement politique des femmes dans le sud-est de la France de l'Ancien Régime à la Révolution. Pratiques et représentations* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 53 | 2021, mis en ligne le 01 juillet 2021, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/clio/20185> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.20185>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Martine LAPIED, *L'Engagement politique des femmes dans le sud-est de la France de l'Ancien Régime à la Révolution. Pratiques et représentations*

Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2019, 168 p.

Maria Goupil-Travert

RÉFÉRENCE

Martine LAPIED, *L'Engagement politique des femmes dans le sud-est de la France de l'Ancien Régime à la Révolution. Pratiques et représentations*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2019, 168 p.

- 1 Professeure émérite à l'université Aix-Marseille et membre de l'UMR TELEMMe, Martine Lapiéd examine dans ce livre les modalités de la participation des femmes à la vie politique dans le sud-est de la France pendant l'Ancien Régime et la Révolution. Synthèse des travaux menés depuis la publication de sa thèse en 1996 portant sur les options politiques dans le Comtat Venaissin entre 1789 et 1794, le présent ouvrage confronte les pratiques politiques féminines décrites dans les archives avec les représentations qui en sont faites pendant et après la Révolution. S'inscrivant à contre-courant d'une historiographie locale qui les a souvent représentées comme victimes des événements révolutionnaires, l'historienne questionne le rôle effectif joué par les femmes dans les conflits locaux. L'intensité des oppositions qui éclatent dans le Sud-Est et l'importante production d'archives judiciaires qui en découle en font un site particulièrement propice à l'étude des engagements politiques féminins et de leurs représentations. À travers les rapports de police, les dossiers de tribunaux révolutionnaires et les papiers des sociétés populaires et des comités de surveillance, Martine Lapiéd interroge la façon dont l'action des femmes s'intègre aux

revendications générales en période de crise, et pose la question des éventuelles spécificités des pratiques politiques féminines.

- 2 Organisé en trois chapitres suivis d'un épilogue, l'ouvrage adopte une progression chronologique du XVII^e siècle à la fin du Directoire. Le premier chapitre, centré sur l'Ancien Régime, examine les périodes de conflits des XVII^e et XVIII^e siècles comme des temps privilégiés de visibilité et d'expression politique pour les femmes des classes populaires. Moments propices aux remises en question des normes, ces périodes leur offrent la possibilité d'investir temporairement la sphère publique. En raison de leur rôle traditionnel de responsable de l'alimentation de la famille, la participation des femmes aux émeutes de subsistance est considérée comme naturelle. Mais l'étude des crises qui traversent la région d'Avignon au XVII^e et la Provence au XVIII^e met en évidence leur présence aux côtés des hommes dans la plupart des émeutes de nature politique, comme les luttes antifiscales ou antiseigneuriales. Que ce soit par la parole, à travers la transmission de rumeurs et d'informations, ou par la participation directe à des actes de violence, elles apparaissent comme des actrices à part entière du jeu politique local. Martine Lapied souligne la continuité de cette implication féminine dans la sphère politique durant les premières années de la Révolution : malgré l'exclusion des femmes des droits politiques, les Provençales participent activement à la rédaction des cahiers de doléances et aux mouvements populaires de 1789 et 1790. Comme durant l'Ancien Régime, les sources témoignent de leur présence aux côtés des hommes dans les émeutes.
- 3 Le deuxième chapitre explore les modalités de participation des femmes aux mobilisations révolutionnaires en dépit de leur exclusion de la citoyenneté. Leur engagement prend la forme d'une mobilisation au sein des clubs et des sociétés populaires ou de créations de clubs de femmes comme celui des Dames citoyennes de Marseille en 1790. Les clubs, qui sont des lieux de parole publique et de sociabilité, leur permettent d'exprimer des revendications, de prendre position dans les conflits locaux et ainsi d'exercer une certaine influence sur la constitution de l'opinion publique. En dehors de ces pratiques qui relèvent de la prise de parole, Martine Lapied met en évidence une mobilisation féminine importante dans les événements politiques des années 1792-1793, notamment au sein du mouvement fédéraliste. L'interdiction des clubs féminins le 30 octobre 1793 marque l'exclusion définitive des femmes du champ politique. Elles continuent néanmoins à manifester leur soutien à la politique du Salut public en prenant part aux activités des sociétés populaires et en participant aux Comités de surveillance par des dénonciations. Le témoignage apparaît alors comme une des rares possibilités pour les femmes d'exprimer une parole publique.
- 4 L'étude des engagements politiques féminins dans le Sud-Est révèle une diversité de pratiques allant de la prise de parole à l'action violente. C'est pourtant l'image de la femme victime de la Révolution qui s'est imposée dans l'historiographie locale et la mémoire collective. Martine Lapied questionne, dans un dernier chapitre, les raisons de la diffusion de cette représentation au détriment de celle de la militante révolutionnaire. L'engagement des femmes contre-révolutionnaires s'inscrit dans des domaines traditionnellement considérés comme féminins, comme la défense des valeurs religieuses et celle des intérêts de la famille. La prise en charge de la défense de la religion catholique est particulièrement forte à Avignon et dans le Comtat Venaissin en raison du statut d'enclave pontificale de la région et de l'intensité des débats qui ont lieu au moment de son rattachement à la France révolutionnaire en 1791. Beaucoup de

femmes déjà actives dans l'opposition au rattachement s'impliquent, après 1791, dans la lutte contre les mesures qui portent atteinte à la religion catholique dans le cadre du mouvement de déchristianisation. Condamnées par les tribunaux révolutionnaires, ces femmes sont représentées comme des martyres de la radicalité révolutionnaire. Leur image de victime, héroïsée par l'historiographie contre-révolutionnaire et correspondant au stéréotype d'une nature féminine douce et faible, occulte dans les représentations celle des femmes engagées dans d'autres camps. L'épilogue qui clôt l'ouvrage analyse la nature des engagements féminins après 1794, sous la Convention thermidorienne et le Directoire. Les archives renvoient l'image de femmes agissantes, engagées jusqu'au bout dans les luttes politiques, du côté jacobin comme du côté contre-révolutionnaire.

- 5 Le thème de l'engagement n'est pas une nouveauté dans le champ de l'histoire des femmes et du genre. Mais l'étude des formes spécifiques que prend cet engagement féminin dans le Sud-Est met en avant une forte mobilisation antirévolutionnaire, qui apporte un contrepoint à celles sur la Vendée. Plus généralement, les archives consultées témoignent de la présence de femmes engagées activement dans tous les camps idéologiques. En replaçant la question de l'engagement politique des femmes dans le temps long, l'ouvrage met également en évidence une continuité entre l'Ancien Régime et la Révolution : la participation des femmes aux luttes politiques locales n'est pas propre à la période révolutionnaire, mais apparaît plutôt comme une pratique habituelle et récurrente. Tout en réinscrivant la participation des femmes aux côtés des hommes dans l'ensemble des luttes politiques du ^{XVII^e} à la Révolution, Martine Lapied identifie avec précision des pratiques propres aux femmes engagées : elle démontre la centralité de la parole dans le répertoire des actions politiques typiquement féminines, ainsi que la revendication systématique de la défense des intérêts collectifs, de la famille ou de la religion.

AUTEURS

MARIA GOUPIL-TRAVERT

TEMPORA (université de Rennes 2)